



Mis en ligne le 12/02/2024

N° 2024/72  
du 07 février 2024

Haut-Commissariat de la République  
en Nouvelle-Calédonie

08 FEV. 2024

CONTRÔLE DE LEGALITE

## ARRÊTÉ

*modifiant l'arrêté n° 2023/345 du 3 juillet 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Stéphane N'GADIMAN, 8<sup>ème</sup> adjoint au maire*

### LE MAIRE DE LA COMMUNE DE PAITA

- VU la loi n° 69-05 modifiée du 3 janvier 1969 portant création et organisation des communes en Nouvelle-Calédonie et Dépendances,
- VU la loi organique n° 99-209 modifiée du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,
- VU la loi n° 99-210 modifiée du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,
- VU le Code des communes de la Nouvelle-Calédonie et notamment ses articles L.122-11 et L.122-21,
- VU la délibération n° 2020/45 du 4 juillet 2020 portant création de dix postes d'adjoint au maire,
- VU la délibération n° 2020/47 du 20 juillet 2020 modifiée fixant les indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers délégués,
- VU la délibération n° 2023/50 du 29 juin 2023 relative à l'élection d'un adjoint au maire,
- VU la délibération n° 2023/51 du 29 juin 2023 modifiant la délibération n° 2020/47 du 20 juillet 2020 modifiée fixant les indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers délégués,
- VU l'arrêté n° 2023/345 du 3 juillet 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Stéphane N'GADIMAN, 8<sup>ème</sup> adjoint au maire,
- Considérant qu'il convient de modifier la délégation de fonction octroyée à Monsieur Stéphane N'GADIMAN,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 2023/345 du 3 juillet 2023 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

*« Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Stéphane N'GADIMAN, huitième adjoint au maire, pour traiter l'ensemble des affaires communales concernant les bâtiments, la voirie et les réseaux municipaux ainsi que, au sein de la mairie annexe de Tontouta, les affaires communales relevant du service de la population (état civil et affaires générales : recensement citoyen, passeports, titres d'identité) ».*

### ARTICLE 2 :

L'article 2 de l'arrêté n° 2023/345 du 3 juillet 2023 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

*« Au titre de cette délégation, Monsieur Stéphane N'GADIMAN est chargé plus particulièrement :*

- *d'étudier les projets et suivre la réalisation des bâtiments, voiries et réseaux communaux,*
- *de surveiller l'entretien et le fonctionnement des infrastructures communales ».*

### ARTICLE 3 :

Le délai de recours contre le présent acte devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie est de deux (2) mois à compter de sa publication/notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au commissaire délégué de la République pour la province Sud, au trésorier de la province Sud, notifié à l'intéressé et mis en ligne sur le site internet de la commune.



#### AMPLIATIONS :

- Registre .....	1
- SAS.....	1
- S.G. ....	1
- Trésorerie de la Province Sud...	1
- Cabinet.....	1
- Finances.....	1
- Intéressé.....	1
- Archives.....	1
- Publication.....	1